



Royal Canadian Gendarmerie royale
Mounted Police du Canada

**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS A :**

Bid Receiving/Réception des soumissions

**PAR LA POSTE OU MESSAGERIE
UNIQUEMENT**

GRC/RCMP

Service des acquisitions et marchés – Div «C»

À l'attention de : Charles Langlois

4225, boul. Dorchester ouest

Montréal, QC H3Z 1V5

Tel : (514) 939-8488 ext.3152

**REQUEST FOR
PROPOSAL**

**DEMANDE DE
PROPOSITION**

Proposal to the Royal Canadian Mounted Police

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

Proposition à la Gendarmerie royale du Canada

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux appendices ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments: - Commentaries :

Vendor Name and Address

Raison sociale et adresse du fournisseur

Tel : () -

Fax : () -

Email : @

Title – Sujet 5 Abris pour site radio		Date 2015-07-17
Solicitation No. – N° de l'invitation 201501817		
GETS Reference No. - No. De référence du SEAG		
Solicitation Closes – L'invitation prend fin At /à : 14h00 EST (Eastern Standard Time) HNE (heure normale de l'Est) On / le : 31 aout 2015		
F.O.B. – F.A.B Destination	GST – TPS See herein — Voir aux présentes	Duty – Droits See herein — Voir aux présentes
Destination of Goods and Services – Destinations des biens et services Détachement de Québec 925, 9 ^e Rue de l'Aéroport, Québec QC G2G 2S5		
Address Inquiries to –Adresser toute demande de renseignements à Charles Langlois, Agent d'approvisionnement		
Telephone No. – No. de téléphone (514) 939-8488 ext.3152		Facsimile No. – No. de télécopieur (514) 283-6475
Email Address/Adresse de courriel charles.langlois@rcmp-grc.qc.ca		
Delivery Required –Livraison exigée See herein — Voir aux présentes		Delivery Offered –Livraison proposée See herein — Voir aux présentes
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) – Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
Signature X		Date



TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- 1.1. Exigences relatives à la sécurité
- 1.2. Besoin
- 1.3. Compte rendu
- 1.4. Ombudsman de l'approvisionnement

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

- 2.1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
- 2.2. Présentation des soumissions
- 2.3. Demandes de renseignements en période de soumission
- 2.4. Lois applicables

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

- 3.1. Instructions pour la préparation des soumissions

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

- 4.1. Procédures d'évaluation
- 4.2. Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS ET ASSURANCES

- 5.1. Attestations obligatoires préalables à l'attribution du contrat
- 5.2. Attestations supplémentaires de préalables à l'attribution du contrat
- 5.3. Exigences en matière d'assurances

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

- 6.1. Exigences relatives à la sécurité
- 6.2. Besoin
- 6.3. Clauses et conditions uniformisées
- 6.4. Durée du contrat
- 6.5. Responsables
- 6.6. Paiement
- 6.7. Instructions relatives à la facturation
- 6.8. Attestations
- 6.9. Lois applicables
- 6.10. Ordre de priorité des documents
- 6.11. Assurances
- 6.12. Ombudsman de l'approvisionnement

LISTE des ANNEXES

- | | |
|----------|-------------------------------------------|
| Annexe A | Énoncé des Besoin |
| Annexe B | Proposition Financière / Base de paiement |
| Annexe C | Attestations |
| Annexe D | Exigences Obligatoire |
| Annexe E | Exigences en matière d'assurances |



PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1. Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

1.2. Besoin

Les besoins sont décrits et détaillés à l'**annexe «A»**

1.3. Compte rendu

Après l'attribution du contrat, les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.4. Ombudsman de l'approvisionnement

Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA) a été mis sur pied par le gouvernement du Canada de manière à offrir aux fournisseurs un moyen indépendant de déposer des plaintes liées à l'attribution de contrats de moins de 25 000\$ pour des biens et de moins de 100 000\$ pour les services. Vous pouvez soulever des questions ou des préoccupations concernant une demande de soumission ou l'attribution du contrat subséquent auprès du BOA par téléphone, au 1-866-734-5169 ou par courriel, à l'adresse boa.opo@boa.opo.gc.ca. Vous pouvez également obtenir de plus amples informations sur les services qu'offre le BOA, en consultant son site web, à l'adresse www.opo-boa.gc.ca

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Modification touchant le nom du ministère : Puisque la présente demande de propositions est lancée par la Gendarmerie royale du Canada (GRC), il faut interpréter toute mention de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) ou de son ministre dans les clauses et conditions, y compris celles tirées des CCUA, comme désignant en fait la GRC ou son ministre.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2014-09-25) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le texte de la section 01 - Code de conduite et attestations - soumission du document 2003 susmentionné est modifié comme suit:



Supprimer les paragraphes 1.4 et 1.5 en entier.

2.1.1 Clauses du *Guide des CCUA*

B3000T Produits équivalents 2006-06-16

2.2. Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement à la Gendarmerie Royale du Canada au plus tard à la date et heure indiquée à la page 1 de la présente demande de soumissions.

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur à l'intention de la GRC ne seront pas acceptées.

2.3. Demandes de renseignements - en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins (15) Quinze jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.4. Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur au Québec, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.



PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1. Instructions pour la préparation des soumissions

Section I : Soumission technique – 2 copies requises
Section II: Soumission financière – 1 copie
Section III: Attestations 1 copie – 1 copie

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission:

- (a) utiliser 8,5 x 11 « (216 mm x 279 mm);
- (b) utiliser un système de numérotation correspondant à la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement de l'annexe B. Le montant total de la taxe sur les produits et les services (TPS) ou de la taxe sur la vente harmonisée (TVH), ou la taxe provincial, s'il y a lieu, doit être indiqué séparément.

Fluctuation du taux de change

Le besoin ne prévoit aucune protection relative à la fluctuation du taux de change. Aucune demande de protection contre la fluctuation du taux de change ne sera prise en considération. Toute soumission incluant une disposition en ce sens sera déclarée non recevable.

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations requises tel qu'indiqué à la partie 5.



PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1. Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

4.1.1 ÉVALUATION TECHNIQUE

Critères d'évaluation obligatoires

La proposition doit rencontrer tous les critères obligatoires indiqués dans l'annexe « D ».

De plus, de la documentation est requise démontrant ainsi comment le fournisseur rencontre les critères obligatoires.

4.1.2 ÉVALUATION FINANCIÈRE

La soumission recevable avec le **prix évalué** le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

4.1.3 Évaluation du Prix

Le Prix évalué est la somme des Cinq (5) Abris du **Contrat initial** et la somme des cinq (5) **Abris en option** en conformité avec la base de paiement à l'annexe « B »

Formule: **Prix évalué = (A) + (B)**

4.2. Méthode de sélection

4.2.1 Pour être déclarée recevable, une soumission doit :

- a) Rencontrer tous les besoins de la demande de proposition
- b) Rencontrer tous les critères d'évaluation obligatoires

4.2.2 Les soumissions qui ne rencontrent pas (a) ou (b) seront déclarée non recevables. La soumission recevable ayant le prix le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

Les soumissionnaires devraient tenir compte que tous les octrois de contrats sont assujettis aux approbations internes du Canada ce qui inclus les approbations financières requises pour tous les contrats proposés. Malgré le fait qu'un soumissionnaire aurait été recommandé pour un octroi de contrat, un contrat sera seulement octroyé si les approbations financières ont été accordées par le Canada. Si les approbations ne sont pas obtenues, aucun contrat ne sera octroyé.



PARTIE 5 : ATTESTATIONS

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur à l'une de ses obligations prévues au contrat, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission peut être déclarée non recevable, ou constituer un manquement aux termes du contrat.

5.1. Attestations préalables à l'attribution du contrat

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de se conformer à la demande de l'autorité contractante et de fournir les attestations dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - renseignements connexes

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire et ses affiliés, respectent les dispositions stipulées dans les instructions uniformisées comme indiqué dans cette demande de soumissions. Les renseignements connexes, tel que requis aux dispositions relatives à l'intégrité, assisteront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

5.1.2. Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail.

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF au moment de l'attribution du contrat.



PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

6.1. Exigences relatives à la sécurité

Il n'y a aucune exigence de sécurité associée à cet appel d'offres.

6.2. Énoncé des besoins

Le fournisseur doit livrer les biens conformément à l'énoncé des besoins indiqué à l'annexe « A ».

6.3. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le *guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat* (<http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Révision Nom du Ministère: Comme ce contrat est émis par la GRC, toute référence à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada ou TPSGC ou de son ministre contenues dans toute condition ou une clause de ce contrat, y compris les clauses du CCUA individuels intégrés par renvoi, sera interprété comme référence à la GRC ou à son ministre.

6.3.1 Conditions générales

2010A (2014-11-27), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

Section 29 - Code de conduite et Certifications - Contrat de 2010A référencé ci-dessus est modifié comme suit: Supprimer le paragraphe 29.4 dans son intégralité.

6.4. Durée du contrat

6.4.1 Date de livraison

Tous les livrables doivent être livrés au plus tard douze (12) semaines suivant l'octroi du contrat.

6.4.2 Inspection et acceptation

L'autorité technique sera le responsable des inspections. Tous les rapports, biens livrables, documents, biens et services fournis en vertu du contrat seront assujettis à l'inspection du responsable technique ou de son représentant. Si des rapports, documents, biens ou services ne sont pas conformes aux exigences de l'énoncé des travaux et ne sont pas satisfaisants selon L'autorité technique, ce dernier aura le droit de les rejeter ou d'en demander la correction, aux frais de l'entrepreneur uniquement, avant de recommander le paiement.

6.4.3 Option de prolongation et d'augmentation de la quantité au contrat

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus cinq (5) abris supplémentaires dans les mêmes conditions. L'entrepreneur convient que, pendant la période de prolongation du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables énoncées dans la Base de paiement. Le Canada peut exercer ces options au plus tard le 31 Mars 2017.

Le Canada peut exercer cette option à tout moment en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins



30 jours civils avant la date d'expiration du contrat. L'option ne peut être exercée par L'Autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat. Tous les livrables doivent être livrés douze (12) semaines suivant l'avis écrit.

6.5. Responsables

6.5.1. Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Nom : Charles Langlois
Titre : Agent d'approvisionnement
Gendarmerie Royale du Canada
Téléphone : 514-939-8488 ext.3152
Courriel : Charles.langlois@rcmp-grc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

6.5.2. Autorité Technique

Le responsable technique pour le contrat est :

Nom :
Titre :
Téléphone :
Cellulaire :
Fax :
Courriel :

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

6.5.3. Représentant de l'entrepreneur

Nom : _____
Titre : _____
Téléphone : _____
Cellulaire: _____
Fax: _____
Courriel _____@_____

6.6. Paiement



6.6.1 Base de paiement-prix-ferme

Pour les travaux décrits dans l'énoncé des besoins à l'annexe « A ».

À condition de remplir de façon satisfaisante ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix ferme selon un montant total de _____ \$ (insérer le montant au moment de l'attribution du contrat). Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Pour la portion des travaux faisant l'objet d'un prix ferme seulement, le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.6.2 Modalités de paiement

Guide des CCUA

Palements uniques H1000C 2008-05-12

6.7. Instructions relatives à la facturation

L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

Les factures doivent être distribuées comme suit :

- a) L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.

6.8. Attestations

Le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ainsi que la coopération constante quant aux renseignements connexes sont des conditions du contrat. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou à fournir les renseignements connexes, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

6.9. Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur au Québec, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

6.10. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre les textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales 2010A (2014-11-27) Conditions générale – Biens – Complexité moyenne
- c) Annexe A - Énoncé des besoins



- d) Annexe B - Base de paiement
- e) la soumission de l'entrepreneur en date du _____

6.11. Assurances Exigences en matière d'assurances

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe « D ».

L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date l'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

6.12. Ombudsman de l'approvisionnement

6.12.1 Services de règlement des différends

Les parties reconnaissent que l'ombudsman de l'approvisionnement nommé en vertu du paragraphe 22.1(1) de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux* veillera à proposer aux parties concernées un processus de règlement de leur différend, sur demande et consentement des parties à participer à un tel processus de règlement extrajudiciaire en vue de résoudre un différend entre elles au sujet de l'interprétation ou de l'application d'une modalité du présent contrat, et obtiendra leur consentement à en assumer les coûts.

Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement peut être joint par téléphone, au 1-866-734-5169 ou par courriel, à l'adresse boa.opo@boa.opo.gc.ca.

6.12.2 Administration du contrat

Les parties reconnaissent que l'ombudsman de l'approvisionnement nommé en vertu du paragraphe 22.1(1) de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux* examinera une plainte déposée par [le fournisseur ou l'entrepreneur ou le nom de l'entité à qui ce contrat a été attribué] concernant l'administration du contrat si les exigences du paragraphe 22.1(1) de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux* et les articles 15 et 16 du *Règlement concernant l'ombudsman de l'approvisionnement* ont été respectées, et si l'interprétation et l'application des modalités ainsi que de la portée du contrat ne sont pas contestées.

Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement peut être joint par téléphone, au 1-866-734-5169 ou par courriel, à l'adresse boa.opo@boa.opo.gc.ca.



ANNEXE A – ÉNONCÉ DES BESOINS

Énoncé des besoins

Révision 2015.06

Fabrication d'abris pour les radiocommunications



TABLE DES MATIERES

<u>OBJECTIFS</u>	15
<u>TÂCHES ET SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES</u>	16
<u>FABRICATION</u>	16
- <u>POUR L'INTÉRIEUR DES ABRIS:</u>	16
- <u>POUR L'EXTÉRIEUR DES ABRIS:</u>	18
<u>POINT DE LIVRAISON — FAB DESTINATION</u>	19
<u>CONTRAINTES</u>	19
<u>SOUTIEN OFFERT PAR LE CLIENT</u>	20
<u>RÉUNIONS</u>	20
<u>PRODUITS ET SERVICES LIVRABLES</u>	19



Fabrication d'abris pour les radiocommunications

Objectifs

La GRC a un besoin pour la fabrication de cinq (5) abris pour site radios pour remplacer des abris existants dont les planchers et structures ont pourris à nos sites de radiocommunications répartis à divers endroits dans la province de Québec. La GRC peut exercer des options pour un maximum de cinq (5) autres abris au prix l'unité en option. La période optionnelle termine le 31 Mars 2017.

Les abris doivent être construits et livrés au maximum douze (12) semaines après l'octroi du contrat.



Tâches et Spécifications techniques

FABRICATION

Il s'agit pour l'entrepreneur de fabriquer cinq (5) abris dont la dimension intérieure est de 8' x 10'. Les abris radios doivent être recouverts et assemblés de fibre de verre afin de constituer une construction monocoque.

— Pour l'intérieur des abris:

Un système de caniveau de câbles (échelle à câbles) de 12" de large attaché au plafond doit être fourni. Le caniveau principal doit être monté dans le sens de la longueur de l'abri. Un second caniveau de câble (échelle à câbles) de 12" de large attaché au plafond doit également être installé de manière à fournir un support dans le sens de la largeur de l'abri. Ce second caniveau de câble doit être physiquement attaché au même niveau que le caniveau principal et installé vis à vis chacune des 2 entrées de câbles situées sur les murs latéraux.

Six (6) prises électriques de type « Twistlock » alimentés par six disjoncteurs distincts doivent être installés sur le caniveau (échelle à câbles) principal. Les six prises doivent être distribuées uniformément afin d'alimenter en AC de futurs bâtis d'équipements répartis sur le sens de la longueur de l'abri.

Sur le mur arrière, une plaque d'entrée de câble étanche à 2 trous de 5" pour les câbles coaxiaux est requise. Sur les deux murs latéraux, des plaques d'entrée de câbles étanche à 2 trous de 5" (style boot) sont requises. Les entrées de câble des murs droits et gauches doivent être vis-à-vis et reliées par un support à câble se reliant au support à câble central détaillé plus haut. Pour la livraison de l'abri, toutes les plaques d'entrées de câbles devront être remplies de laine isolante et munies de capuchons conventionnels de type MICROFLECT de 5" (or equivalent).

L'abri devra être muni d'une tablette intérieure (18" x 48") ajustable à 3 positions minimum et escamotable permettant de la mettre en position rangement offrant une plus grande liberté de mouvement à l'intérieur de l'abri. La tablette et ses fixations devront être fixées dans la structure de l'abri et non pas sur le parement intérieur de finition afin de maximiser la solidité de l'assemblage de la tablette.

Trois panneaux de contreplaqué de 3/4" (G1S) GRADE peints (gris industriel typique) devront être installés :

- 1- Sur la partie arrière de 8'; un panneau de 36" x 48" afin de recevoir les équipements de communications **nécessitant d'être fixés au mur, en plus d'intégrer une barre de MALT fixée à une hauteur spécifiée sur les dessins en annexe** (Voir : Appendice «A» Plans Abris). Ce panneau servira aussi pour l'utilisation de fixations pour les câbles coaxiaux provenant du sol.
- 2- Sur un des murs latéraux de 10'; un panneau de 48" x 96" afin de recevoir les panneaux électriques servant de centre de distribution électrique principal. Les boîtiers électriques de connexions de l'abri devront être montés sur ce panneau.
- 3- Sur le même mur latéral de 10', au-dessus du panneau de 48" x 96" et centré avec la boîte extérieure du compteur électrique; installer un panneau de 23" 1/4" x 29" servant de renfort pour le vissage intérieur des attaches MICROELECTRIC Model MM400 (or equivalent) servant à maintenir un mât électrique aérien à l'extérieur.



Un conduit de PVC doit être installé à travers le plancher en vue d'accommoder les connexions du réseau téléphonique. Le conduit de PVC doit être calfeutré avec un scellant Flextra (or equivalent). Le raccordement à la terre de l'installation électrique doit être à travers le plancher dans un conduit en PVC 1 1/4 "calfeutré (intérieur-extérieur) avec un scellant extérieur Flextra (or equivalent).

Pour la livraison des abris, tous les tuyaux PVC doivent être remplis de laine isolante et munis de capuchons et collet de rétention.

Au plancher, près du mur arrière, un tuyau PVC doit être installé de façon étanche à travers le plancher pour passer le câble relié à la MALT. Ceci afin de permettre les connexions aux mises à la terre extérieures lors de la mise en place de l'abri.

Au plancher, près du mur arrière, un tuyau de PVC de 5" permettra d'entrer des câbles coaxiaux provenant du sol; côté extérieur. À l'intérieur et à l'extérieur de l'abri, le tuyau de PVC doit pouvoir s'adapter à une plaque 5" Entrance Thru plate (COMMScope # 48940-1) (or equivalent). Les plaques intérieures et extérieures doivent être munies de capuchons étanches afin d'empêcher les infiltrations d'air et la vermine. La plaque intérieure au plancher devra être dégagée du mur par une distance minimale de 1" afin de permettre l'installation de la « BOOT » d'entrée de câbles. Pour la livraison, le tuyau de PVC doit être rempli de laine isolante et muni de deux capuchons conventionnels de type MICROFLECT de 5" (or equivalent) sur la plaque « Entrance Thru plate ».

Sur la porte de l'abri, un contact d'alarme de marque HONEYWELL model 7939-2GY ((or equivalent)) doit être installé. Ces contacts d'alarmes doivent être acheminés à la réglette BIX (or equivalent) (Paire #1 (N/C), #2 (N/O)). Provenant du détecteur de fumée KIDDE (or equivalent), équipé d'un module à relais SM120X (or equivalent), 4 fils de détection doivent être branchés à la réglette BIX (or equivalent), (Paire #3 (N/C), #4 (N/O), #5 (COMMUN/9VOLTS)). La réglette BIX (or equivalent) doit être montée sur le panneau de 48" x 96".

Le filage électrique ainsi que les boîtiers de connexions électriques doivent être contenus dans du conduit monté en surface et branché au panneau de distribution électrique sur le panneau de 48" x 96".

Quatre (4) luminaires au LED doivent être installés à l'intérieur. Trois des luminaires intérieurs devront être de marque Philips au LED modèle LF4FR3940ULAG (or equivalent) et le quatrième luminaire devra être de marque Philips au LED modèle LF8FR3940ULAG (or equivalent) (Voir : Appendice «A» Plans Abris). Les quatre (4) luminaires devront être raccordés à un commutateur minuterie mécanique de 0-60 minutes avec position « HOLD ».

L'assemblage servant à insérer les filtres à air des volets mécaniques doit être construit pour accueillir des filtres de dimension 12" x 12" x 3/4".



— Pour l'extérieur des abris:

Les abris doivent inclure trois fixations extérieures encastrées sous le parement extérieur; c'est-à-dire, recouvert de fibre de verre. Ces fixations ne doivent pas nuire à l'étanchéité de l'abri et serviront à monter à la verticale, un mât de 20'.

Trois angles d'aluminium de (3/8" x 4" x 24") en forme de Z constituant les fixations extérieures doivent être attachées à la structure de l'abri comme point d'ancrage principal. Il est important que la section de 4" soit disponible à 100% pour nos besoins (Voir : Appendice «A» Plans Abris).

Ce système de fixations extérieures large de 24" sera utilisé pour accueillir un mât d'aluminium de 20' (diamètre 2.88") auquel est fixée une petite antenne UHF. Les fixations de 24" de large devront pouvoir supporter la charge que représente l'ajout du mât et de son antenne; soit 125 livres environ. Ces fixations de 24" doivent être montées sur le mur arrière de l'abri et offrir la solidité nécessaire considérant la charge estimée ainsi que les vents.

Les matériaux de parement autour et sous l'abri doivent être fait d'un matériau suffisamment étanche et robuste pour résister à l'infiltration de moustiques et agir comme barrière anti-vermine de pénétrer la structure.

La porte de type industrielle doit être installée sur le mur de 8' et avoir un astragale de 4" intégré/soudé pleine longueur. La peinture de la porte et du cadre doit être de type "Glass Shield" résistante aux UV et à l'air salin. Le cadre doit aussi être muni d'un coupe-froid à l'intérieur du cadre de porte afin d'assurer une meilleure étanchéité contre les moustiques.

Les abris vont être montés sur des bases de ciment (dalles de béton) espacées de 96" centre-centre déjà existantes dans la plupart des cas. Les dalles de béton rectangulaires ont environ 18" X 96" X 12" de haut. Les abris doivent être montés sur des structures de "H Beam" permettant la manipulation pour le déplacement et la mise en place finale. Des attaches amovibles aux "H Beam" devront être fournies pour chacun des abris. Ces attaches amovibles devront être d'une capacité telle qu'elles permettront le levage et la manipulation par élingue et camion-grue.

Le contracteur doit fournir des marches extérieures qui devront être démontables pour le transport et facilement installables au moment de l'installation finale. Elles doivent être construites de façon à s'adapter en hauteur aux dalles déjà existantes de la plupart des sites. (Voir : Appendice «A» Plans Abris).

Le contracteur doit installer une (1) lumière extérieure de type LED. Type Lumark Crosstour™ LED Wall Pack Series (Model XTOR2A-N-PC1) (or equivalent). Elle doit être alimentée sur le secteur 120 Volts et munie d'un interrupteur à l'intérieur montée près de la porte. Le luminaire extérieur doit aussi être muni d'un grillage de protection installé de manière à assurer l'étanchéité de la fibre de verre par l'ajout d'un scellant extérieur de type Flextra (or equivalent).

Le contracteur doit installer une (1) prise électrique extérieure avec couvercle étanche qui être installée à l'avant de l'abri (côté porte). Cette prise doit être reliée à une minuterie 0-60 minutes située à l'intérieur sur le contre-plaqué près de la distribution électrique.

Le système de ventilation motorisé doit être contrôlé par un thermostat monté sur le mur de la distribution électrique. Il doit être fabriqué de telle sorte que les rafales de vents ne pourront pas introduire de neige. Les grillages utilisés doivent être suffisamment petits pour ne pas laisser introduire d'insectes et devront être fabriqués d'un matériau résistant à la vermine.

Un système de pare-glace intégré aux abris devra être construit et s'intégrer à la structure de la toiture de chacun des abris. Ces pare-glaces devront être montés sur la structure de fibre et être reliés à l'aide



de fixations au moment de l'installation des abris en leurs lieux d'exploitation. Il est donc requis que les assemblages des pare-glaces soient montés sur des palettes facilitant leur transport.

La toiture extérieure doit pouvoir supporter un poids de 250 livres afin de permettre au personnel d'y travailler de façon sécuritaire.

Au-dessus et vis-à-vis la boîte extérieure du compteur électrique, prévoir fournir trois attaches de marque MICROELECTRIC Model MM400 (or equivalent) pour mât électrique aérien. Vis-à-vis la position des attaches de mât et centrée avec elles, prévoir installer dans la charpente deux madriers 2" x 10" dos à dos afin d'augmenter la force de maintien du mât électrique. Ces attaches doivent être fournies mais installées à la demande du client. Le fabricant doit consulter le client pour déterminer le nombre d'abris à installer de la sorte. À l'installation, pour chacune d'elles, la surface des attaches MM400 (or equivalent) faisant contact avec la fibre ainsi que la tige principale qui traverse le mur devront être recouvert de scellant extérieur de type Flextra (or equivalent).

Point de Livraison — FAB Destination

Les cinq (5) abris doivent être livrés au plus tard douze (12) semaines suivant l'octroi du contrat. L'inspection finale et l'acceptation ce fera par L'autorité technique à l'adresse de livraison indiquer plus bas.

La livraison des abris FAB Destination devra s'effectuer à une date convenue entre le fabricant et le client afin de recevoir (acceptation aux termes du contrat) les 5 abris à l'adresse suivante :

Détachement de Québec
925, 9^e Rue de l'Aéroport, Québec QC G2G 2S5

Contraintes

Le matériau de fibre de verre doit être résistant aux rayons U.V.

L'abri doit offrir une étanchéité aux infiltrations d'eau, aux insectes ainsi qu'à la poussière. Seules les entrées du système de ventilation permettront une circulation d'air. La porte avec astragale complet doit être en acier peint et ses composantes devront être de type commercial.

Les abris et leurs constituants (marches et pare-glaces) doivent être construits et rendus disponibles à la livraison des bâtiments en vue d'être placé sur dalles de bétons et prêts à être branchés.

Les exigences décrites dans le présent document sont justifiées pour conformer ces 5 nouveaux bâtiments avec nos prérequis en terme de compatibilité de matériel que notre ministère possède.

Soutien offert par le client

Il n'existe aucune forme de soutien technique provenant de notre atelier d'entretien en radiocommunications. Il est de la responsabilité de l'entrepreneur de pouvoir effectuer les travaux sans aucun support de notre ministère.



Réunions

Notre secteur des télécoms fera l'inspection des abris en présence de l'autorité contractante et/ou l'autorité de gestion des biens immobiliers avant la livraison. Les arrangements seront faits par téléphone avec l'entrepreneur et notre ministère/département.

Produits et services livrables

En plus des abris complets aux spécifications mentionnées plus haut, le manufacturier doit fournir deux (2) manuels de service, un en format papier et un en format PDF. Des manuels de service en Français et en Anglais doivent comprendre les noms des pièces et les numéros de pièces des manufacturiers en vue de l'entretien à long terme des abris de télécommunications.

Chacun des abris doit comporter une plaque signalétique affichant le nom du constructeur et le numéro de série de l'abri.

Le contracteur doit fournir les dessins tel que construits des abris en format papier et en format natif d'AutoCAD extension .DWG est requis.



ANNEXE B - BASE DE PAIEMENT

Base de paiement - Prix fermes

Les soumissionnaires doivent proposer des prix fermes pour tous les articles énumérés dans l'Annexe « A ».

Proposition Financière

Partie				QTE	Extended
1	<u>Contrat initial</u> Cinq (5) Abris pour site radio 8' x 10'		Prix Ferme (unité) \$ _____	x 5	\$ _____ Cout Totale (A)
2	<u>Option de prolongation</u> Jusqu'à un maximum de cinq (5) abris 8' x 10' pour site radio		Prix Ferme (unité) \$ _____	x 5	\$ _____ Cout Totale (B)
					\$ _____ Prix évalué

Prix évalué = (A) + (B) les taxes sont extra et ne doivent pas être inclus

Nom de l'entreprise

Nom du responsable(en caractères d'imprimerie)

Date

Signature du responsable



ANNEXE C - Critères Obligatoires

Critères Obligatoires	Rencontre	Ne rencontre pas	N° de page/référence a la proposition
<p>CO-01 – Le soumissionnaire doit démontrer clairement avec la documentation que:</p> <p>i. Le soumissionnaire a déjà construit et fourni des abris équivalents a les télécommunicateurs majeurs (<i>Bell Mobilité , Rogers ou Telus Mobilité</i>) ou le <i>Gouvernement Fédérale ou Provinciale</i> dans les deux dernières années.</p> <p>et;</p> <p>ii. Le soumissionnaire doit fournir le nom de la compagnie, adresse, le numéro de téléphone, Contact, et incluent une description brève des services.</p> <p>Les références peuvent être contactées pour valider les informations fournies par le soumissionnaire.</p>			
<p>CO-02 – Le soumissionnaire doit démontrer clairement avec la documentation que:</p> <p>Les abris doivent être fabriqués dans une usine industrielle reconnue.</p>			

Évaluation technique globale de la soumission

Rencontre <input type="checkbox"/>	Ne rencontre pas <input type="checkbox"/>
------------------------------------	-------------------------------------------

Nom de l'évaluateur (en caractères d'imprimerie)

Date de l'évaluation

Signature de l'évaluateur



ANNEXE D - EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCES

E1 - Assurance de responsabilité civile commerciale

- 1- L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalent à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à **2 000 000 \$** par accident ou par incident et suivant le total annuel.
- 2- La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
 - d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
 - e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
 - h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
 - i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
 - j. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
 - k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
 - l. Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la [Loi sur le ministère de la Justice](#) L.R.C. 1993, ch.J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur



doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.